

Avis adopté à la séance plénière du 13 octobre 2020

## L'hôpital au service du droit à la santé

### Déclaration du groupe CFDT

Cet avis sur l'hôpital est opportun dans une actualité de mouvements sociaux d'importance amplifiés par la crise sanitaire qui perdure. C'est un sujet complexe sur lequel, au-delà des experts, beaucoup de nos concitoyens ont des choses à dire, ce que confirme le succès de la plateforme participative du CESE et ses nombreuses propositions. Secoué par la succession des réformes, confronté à des choix budgétaires contraints et un mal être profond des personnels en sous effectifs constant, fragilisé dans sa gouvernance, sollicité au-delà de ses capacités à agir, l'hôpital public reste pourtant un élément clé du droit à l'accès aux soins pour tous.

La CFDT partage les constats de l'avis. Certains ont été pris en compte par le

« Ségur de la Santé » avec des perspectives d'amélioration qui restent à concrétiser. Cependant, au regard de cette crise : taux d'absentéisme, fréquence des accidents du travail et des maladies professionnelles, accentués par la proportion de soignants dans les tranches d'âges élevées, l'analyse aurait pu être plus soutenue sur le rôle du dialogue social et des organisations syndicales représentatives pour développer des politiques de prévention à l'hôpital, notamment en raison des transformations technologiques continues et des modifications régulières des organisations du travail.

Décloisonner le sanitaire, le médico-social et le social en sortant des pressions catégorielles est essentiel pour que le soin, au sens le plus large du terme, s'inscrive enfin dans un parcours fluide et efficace pour chaque individu.

L'avis avance des options fortes que nous partageons : Améliorer la gouvernance en partant d'un diagnostic partagé des attentes et besoins au plus près de l'environnement territorial de chacun, mieux associer les personnels soignants, revoir la place et les compétences des décideurs du niveau national au niveau local. La

CFDT a cependant émis une réserve importante concernant l'opérationnalité de cette gouvernance : ajouter des strates alors même que le système est fragilisé depuis longtemps, transformer des instances de concertations souvent pléthoriques dont la composition reste parfois discutable, en instances de décisions, relèvent certes d'une volonté séduisante dans l'amélioration de la démocratie sanitaire mais qui repose sur le très long terme. Or, l'hôpital est dans l'urgence.

Revoir les projections et modalités financières pour l'hôpital en privilégiant l'investissement et en impliquant davantage le CESE en amont du PLFSS est une demande que nous partageons également.

Malgré les réserves exprimées le groupe de la CFDT a voté cet avis qui participe utilement aux analyses et propositions sur le sujet en apportant le regard des représentants de la société civile organisée.